

Il nâ??y a pas de Â« cycle de violence Â» Ã JÃ©rusalem â?? seulement lâ??oppression mortelle dâ??IsraÃ©l sur mon peuple

Description

Par Jalal Abukhater, le 7 fÃ©vrier 2023

Des dÃ©molitions de maisons aux dÃ©tentions militaires, la violence Ã laquelle nous, Palestiniens, sommes confrontÃ©s quotidiennement reflÃ©te le dÃ©sÃ©quilibre du pouvoir entre lâ??occupant et lâ??occupÃ©.



Une maison palestinienne en cours de dÃ©molition Ã Ras al-Amud, JÃ©rusalem-Est, 21 janvier 2023.
Photo : Sinan Abu Mayzer/Reuters

Presque chaque jour, les bulldozers sont en mouvement. Dans les quartiers palestiniens de JÃ©rusalem, ma ville, les forces israÃ©liennes dÃ©molissent des maisons presque quotidiennement. La dÃ©possession et la discrimination sont une rÃ©alitÃ© de longue date ici dans la partie orientale de la ville, sous occupation militaire israÃ©lienne depuis 56 ans. Cependant, sous le nouveau gouvernement israÃ©lien dâ??extrÃªme droite, JÃ©rusalem a connu un pic de dÃ©molitions : plus de 30 structures ont Ã©tÃ© dÃ©truites au cours du seul mois de janvier.

Les nouvelles de notre rÃ©gion dans les capitales et les mÃ©dias occidentaux ont tendance Ã Ãªtre dominÃ©es par des effusions de sang â?? et le peuple palestinien traverse quelques-uns des jours les plus violents, destructeurs et meurtriers de mÃ©moire rÃ©cente. Lâ??annÃ©e 2022 a Ã©tÃ© la plus meurtriÃ¨re en prÃ©s de deux dÃ©cennies en Cisjordanie occupÃ©e. En janvier, 31 autres Palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s par des tirs israÃ©liens. Lâ??impuissance, la frustration et le dÃ©sespoir planent sur nous tous comme un nuage sombre. Mais les chiffres seuls ne suffisent pas Ã exprimer lâ??ampleur de cette cruautÃ©.

Les bilans des morts et les phrases clichÃ©es dâ??un mÃ©dia mal informÃ©, partial ou indiffÃ©rent sur les cycles de violence ne sont ni appropriÃ©s ni suffisants pour relayer le dÃ©sÃ©quilibre de pouvoir entre un occupant et un occupÃ©. La violence Ã laquelle nous, Palestiniens, sommes exposÃ©s quotidiennement ne provient pas seulement des armes de lâ??armÃ©e israÃ©lienne mais est Ã©galement profonde et structurelle.

Il nâ??y a pas de Â« cycles de dÃ©molitions de maisons Â» ou d' Â« expulsions au coup par coup Â» â?? les Palestiniens ne confisquent pas les propriÃ©tÃ©s israÃ©liennes et ne dÃ©tiennent pas des milliers dâ??IsraÃ©liens devant des tribunaux militaires. Toute approche qui suggÃ¨re une symÃ©trie de pouvoir â?? ou de responsabilitÃ© â?? est analytiquement et moralement erronÃ©e.

Un microcosme de cette violence structurelle se trouve ici même, dans ma ville natale, Jérusalem. Le mois dernier, un tireur palestinien a tué sept Israéliens dans la colonie de Neve Yaakov, à Jérusalem-Est occupée. Le ministre israélien de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, s'est ensuite engagé à intensifier les démolitions de maisons palestiniennes construites sans permis, présentant cette mesure comme une réponse à l'attaque.

La plupart des maisons palestiniennes sont visées parce qu'elles n'ont pas de permis. En effet, dans ma ville, au moins un tiers des structures palestiniennes n'ont pas de permis délivrés par Israël, ce qui fait que 100 000 résidents de Jérusalem-Est occupée risquent d'être déplacés de force à tout moment.

En fait, depuis le début de l'occupation de Jérusalem-Est par Israël en 1967, les quartiers palestiniens n'ont pratiquement fait l'objet d'aucune planification publique. Cinquante-cinq mille logements ont été construits pour les Israéliens juifs dans la partie orientale de la ville, tandis que moins de 600 logements ont été construits pour les Palestiniens avec une quelconque aide du gouvernement. Cette politique a non seulement garanti des logements médiocres pour les Palestiniens, mais aussi le fait qu'ils restent une minorité dans la ville.

Bien que les Palestiniens représentent plus de 37 % des habitants de Jérusalem, seuls 8,5 % des terrains de la ville sont destinés à leur usage résidentiel (et même là, le potentiel de construction est restreint). Entre 1991 et 2018, seuls 16,5 % de tous les permis de construction de logements délivrés par la municipalité de Jérusalem concernaient des quartiers palestiniens de l'est occupé et illégalement annexés. Les constructions dites illégales ou non autorisées par les Palestiniens sont une réponse à la pénurie chronique de logements fondée sur la discrimination.

Plus récemment, Ben-Gvir et le maire adjoint de Jérusalem, Aryeh King, ont annoncé la démolition imminente d'un immeuble résidentiel à Wadi Qaddum, Silwan, au motif qu'il a été construit sur un terrain destiné aux « sports et aux loisirs », et non à un usage résidentiel. Lorsqu'elle aura lieu, cette démolition sera de grande ampleur et entraînera le déplacement d'une centaine de résidents. Rien qu'au cours des dix dernières années, 1 508 structures palestiniennes ont été démolies à Jérusalem-Est, faisant de 2 893 personnes des sans-abris, dont la moitié étaient des mineurs.

La Cisjordanie occupée est également marquée par une répression violente. Presque aucune construction palestinienne n'est autorisée dans la zone dite C (60% de la Cisjordanie). Les autorités israéliennes démolissent constamment des maisons palestiniennes, des routes, des citernes, des panneaux solaires, etc. Les colonies considérées comme illégales au regard du droit international s'étendent, tandis que les Palestiniens sont confinés dans des enclaves fragmentées.

Le nombre de démolitions et de déplacements à Jérusalem et en Cisjordanie étant en augmentation, des communautés entières sont menacées. Mais nous devons nous rappeler que le coût est encore plus évident au niveau individuel : une famille perd tout ce qu'elle a au monde. Les murs s'écroulent, les enfants pleurent et les parents se débattent pour savoir quoi faire ou aller ensuite. C'est une catastrophe, et elle est constante.

L'absence d'un permis impossible à obtenir n'est pas le seul motif de démolition des biens palestiniens; les autorités d'occupation israéliennes détruisent ou scellent également des

maisons comme une forme de punition collective, strictement interdite par le droit international. Les actes de déplacement forcés d'une population occupée constituent un crime de guerre. La cruauté est évidente.

Ces démolitions et déplacements sont une partie de la violence structurelle à laquelle nous, Palestiniens, sommes confrontés chaque jour. Ce gouvernement israélien peut poursuivre de nouvelles manifestations cruelles de l'occupation, mais les bases ont été posées par les coalitions successives depuis 1967, des travaillistes au Likoud.

C'est pourquoi il n'y a aucune consolation pour nous, Palestiniens, dans les foules d'Israéliens qui protestent contre les formes judiciaires proposées. Pendant des décennies, nos terres ont été confisquées et nos populations déplacées par des politiciens israéliens et de différents partis, avec l'appui de tous les niveaux du système judiciaire. L'occupation et les politiques racistes nous ont été imposées par ceux qui font partie de la coalition actuelle et par beaucoup d'autres actuellement à l'extérieur.

Cette violence est notre réalité et affronter une telle réalité est une première étape nécessaire dans notre lutte pour la dignité et la justice. Blâmer la victime ou fermer la conversation ne fera que prolonger notre souffrance. Il ne s'agit pas d'un cycle de violence, mais d'un système d'apartheid, qui doit être traité comme tel par le monde extérieur.

Jalal Abukhater est un journaliste de Jérusalem.

Source : [The Guardian](#)

Traduction : AGP pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Ben-Gvir
2. démolitions
3. déplacement de population
4. Jérusalem
5. Jérusalem-Est
6. The Guardian

date créée

2023/02/10